

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Amnesty International craint pour la sécurité des non-Serbes dans les territoires contrôlés par les Serbes de Bosnie

Index FI: EUR 63/18/95

Dans le climat de tension qui règne actuellement, les populations non serbes doivent être protégées des actes de représailles, a déclaré aujourd'hui (mardi 9 août 1995) Amnesty International tandis que des dizaines de milliers de nouveaux réfugiés continuaient d'affluer dans la région de Banja Luka.

Ces jours derniers, des dizaines de milliers de Serbes de Croatie ont fui vers le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine à la suite de l'offensive menée par l'armée croate pour reconquérir la Krajina, région de Croatie détenue par les forces serbes depuis 1991.

Amnesty International est préoccupée par les informations qui ne cessent de lui parvenir depuis trois ans sur les atteintes aux droits de l'homme commises à l'encontre des non-Serbes dans les territoires contrôlés par les Serbes de Bosnie. Ces violences, qui comprennent des meurtres par balle, des attaques au couteau, des passages à tabac, des viols, semblent cautionnées par les autorités, et pourraient avoir pour objectif final d'obliger les non-Serbes à quitter la région.

L'Organisation craint qu'une nouvelle vague d'atteintes aux droits de l'homme, encore plus violente, ne fasse suite à cette dernière offensive, comme cela a été le cas après l'offensive croate en Slavonie occidentale en mai.

Amnesty International demande que des ordres stricts soient donnés aux soldats, et en particulier aux soldats serbes de Croatie nouvellement arrivés, afin qu'ils ne commettent aucun acte de violence ou d'intimidation contre des non-Serbes.

L'organisation insiste également pour que la plus grande des disciplines soit imposée dans les rangs des forces armées. L'autorité hiérarchique doit être maintenue ou renforcée, et tous les soldats suspectés d'avoir perpétré des violations des droits de l'homme doivent être écartés de toute situation dans laquelle ils pourraient se trouver en contact avec des civils non serbes, ou d'autres personnes susceptibles d'être victimes d'atteintes aux droits de l'homme.

« Nous continuons d'être particulièrement préoccupés par le risque que de graves atteintes aux droits de l'homme soient perpétrées par les soldats serbes de Croatie nouvellement arrivés contre des Croates ou des Musulmans de la région de Banja Luka, soit en représailles soit pour obtenir des logements », a déclaré Amnesty International.

L'Organisation s'inquiète du sort des victimes de toutes les origines et enquête sur des accusations selon lesquelles l'armée croate aurait délibérément pris pour cibles des civils lors de son offensive. Elle a également demandé aux autorités croates de faire en sorte que les droits de l'homme et les normes humanitaires soient respectés. Toutefois, si les réfugiés serbes en fuite connaissent indéniablement une situation désastreuse sur le plan humanitaire, la plupart d'entre eux semblent se trouver à proximité des forces serbes de Croatie.